

LES BASES DU DROIT D'AUTEUR

LES CRITÈRES DU DROIT D'AUTEUR

La loi du 11 mars 1957, aujourd'hui intégrée au Code de la propriété intellectuelle, confère à "l'auteur d'une œuvre de l'esprit, du seul fait de sa création, un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous".

Fondée sur des critères objectifs, la loi ouvre un champ d'application très vaste. Peu importe en effet la valeur esthétique de l'œuvre, son genre (musical, comique, poétique...), sa forme d'expression (la parole, l'écrit, le corps, l'image...) et sa destination. Il suffit que l'idée soit mise en forme, même de manière incomplète, et qu'elle porte l'empreinte de la personnalité de l'auteur. C'est ce qui fonde son originalité et la distingue, par exemple, de l'invention, où l'idée, selon l'expression de Bernard Edelman, "porte et agit sur le monde matériel".

Dès lors que l'œuvre est mise en forme, son originalité est présumée. En théorie, il n'y a donc aucune formalité à remplir pour faire valoir ses droits. En pratique, il est essentiel de déposer l'œuvre pour pouvoir, en cas de litige, faire la preuve de son antériorité. On remarquera d'ailleurs que cette préconisation est expressément formulée à l'article L 112-2.4° pour "Les œuvres chorégraphiques, les numéros et tours de cirque, les pantomimes, dont la mise en œuvre doit être fixée par écrit ou autrement".

Parmi les attributs du droit d'auteur, on peut distinguer deux catégories de droits, le droit moral et le droit patrimonial.

LE DROIT MORAL DE L'AUTEUR

Le lien personnel et intime qui lie l'auteur à son œuvre est à la base de son droit moral, la reconnaissance de "sa capacité de se défendre lui-même au travers de son œuvre".

Le droit moral présente deux caractères essentiels :

- il est perpétuel : contrairement aux droits pécuniaires qui cessent 70 ans après la mort de l'auteur, le droit moral se poursuit et se transmet aux ayant droits. De la même manière, il ne se perd pas par le non-usage ;
- il est incessible : même dans le cas d'une cession des droits d'exploitation à un producteur, l'auteur conserve des prérogatives inaliénables sur son œuvre. Il est en quelque sorte protégé contre lui-même et ne pourra donc pas y renoncer, ni même les vendre ou les donner.

Les prérogatives attachées au droit moral:

- le droit de divulgation : l'auteur choisit quand et comment l'œuvre sera rendue publique ;
- le droit de paternité : l'auteur décide du nom qui sera attaché à l'œuvre. Il peut choisir de rester anonyme ou d'utiliser un pseudonyme ;
- le droit au respect : l'auteur a une capacité à agir contre toute dénaturation de son œuvre ;
- le droit de repentir et de retrait : l'auteur peut, sur le fondement de son droit moral et non pour obtenir une augmentation de ses droits pécuniaires, décider du retrait de son œuvre ou de sa modification à condition d'indemniser préalablement le cessionnaire des droits d'exploitation.

LE DROIT PATRIMONIAL DE L'AUTEUR

Le droit patrimonial ou pécuniaire constitue la capacité de l'auteur à percevoir une rémunération pour l'exploitation de son œuvre.

Le droit patrimonial se différencie du droit moral en ce sens qu'il peut être cédé en tout ou partie à un tiers (un entrepreneur de spectacle par exemple) et qu'il conserve un caractère temporaire. En effet, dans le délai de 70 ans à compter du 1er janvier suivant la mort de l'auteur, on considère que l'œuvre tombe dans le domaine public. Autrement dit, elle peut être exploitée par tous sans demander d'autorisation ni verser de rémunération, à condition bien sûr de ne pas la dénaturer.

Le législateur a par ailleurs tenu à protéger l'auteur dans le cadre de l'exploitation de ses droits par un tiers contractant (l'entrepreneur de spectacles, le producteur audiovisuel...) en imposant certaines dispositions :

- les contrats doivent être conclus par écrit et comporter des mentions obligatoires sur la nature des droits cédés (droit de représentation et/ou droit de reproduction) ainsi que sur leur domaine d'exploitation (l'étendue, la destination, le lieu, la durée de la cession)
- l'auteur ne peut s'engager à céder globalement ses droits sur des œuvres futures
- le principe d'une rémunération de l'auteur "proportionnelle aux recettes provenant de la vente ou de l'exploitation" (art. L 131-4 du CPI). Cette rémunération sera versée soit directement par le cessionnaire soit par l'intermédiaire d'une société de perception (voir les sites Internet des différentes sociétés de perception de droits)

Le taux de rémunération est librement fixé par les parties. À titre d'information, la SACD applique un taux de 12 % à Paris et 10 % en province calculé soit sur le montant du contrat de cession des droits d'exploitation, soit sur les recettes provenant des représentations.

L'article L 131-4 prévoit également plusieurs cas particuliers dans lesquels une rémunération forfaitaire est possible :

- la base de calcul de la participation proportionnelle ne peut être pratiquement déterminée
- les moyens de contrôler l'application de la participation font défaut
- les frais des opérations de calcul et de contrôle seraient hors de proportion avec les résultats à atteindre
- la nature ou les conditions de l'exploitation rendent impossible l'application de la règle de la rémunération proportionnelle, soit que la contribution de l'auteur ne constitue pas l'un des éléments essentiels de la création intellectuelle de l'œuvre, soit que l'utilisation de l'œuvre ne présente qu'un caractère accessoire par rapport à l'objet exploité

Pour plus d'information :

- Voir sur le site Legifrance le Code de la propriété intellectuelle : www.legifrance.gouv.fr
- Pour approfondir les questions liées aux droits d'auteur, téléchargez, sur la page d'accueil de notre rubrique Réglementation, le compte-rendu de la journée « Pratiques et usages des droits d'auteur(s) dans le spectacle vivant » organisée le 30 janvier 2006 à la Maison des Cultures du Monde par les centres de ressources du spectacle vivant